

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[2013/204576]

11 JUILLET 2013. — Arrêté du Gouvernement wallon fixant les conditions de nomination aux emplois de directeur général et directeur financier provinciaux

Le Gouvernement wallon,

Vu le Code de la démocratie locale et de la décentralisation, les articles L 2212-56, § 1^{er}, alinéa 1, et § 3, alinéa 1^{er}, et L 2212-63, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, et § 2, alinéa 1^{er} ;

Vu le protocole n° 04/2012 du Comité C, sous-section Région wallonne;

Vu l'avis du Conseil supérieur des Villes, Communes et Provinces de la Région wallonne du 17 avril 2012;

Vu l'avis n° 53.252/4 du Conseil d'État, donné le 15 mai 2013 en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 1°, des lois sur le Conseil d'État, coordonnées le 12 janvier 1973;

Sur la proposition du Ministre des Pouvoirs locaux et de la Ville;

Après délibération,

Arrête :

CHAPITRE I^{er}. — Du recrutement

Article 1^{er}. Le Conseil provincial fixe, dans un règlement, les conditions et les modalités de nomination et de promotion du directeur général et du directeur financier, dans les limites des dispositions prévues par le présent arrêté.

Art. 2. Nul ne peut être nommé directeur général ou financier s'il ne remplit pas les conditions générales d'admissibilité suivantes :

- 1° être ressortissant d'un Etat membre de l'Union européenne;
- 2° jouir des droits civils et politiques;
- 3° être de conduite répondant aux exigences de la fonction;
- 4° être porteur d'un diplôme donnant accès à un emploi de niveau A;
- 5° être lauréat d'un examen;
- 6° avoir satisfait au stage.

Art. 3. § 1^{er}. Le règlement prévoit les modalités de recrutement aux fonctions de directeur général et de directeur financier. Il détermine au minimum :

- 1° les conditions de participation à l'examen;
- 2° les modalités de l'organisation de l'examen;
- 3° la composition du jury;
- 4° l'ordre, le contenu et le mode de cotation des épreuves.

§ 2. L'examen visé au § 1^{er}, 2°, comporte au minimum les épreuves suivantes, adaptées en fonction de l'emploi déclaré vacant :

1° une épreuve d'aptitude professionnelle permettant d'apprécier les connaissances minimales requises des candidats dans les matières suivantes :

- a) droit constitutionnel;
- b) droit administratif;
- c) droit des marchés publics;
- d) droit civil;
- e) finances et fiscalité locales;
- f) législation provinciale;

2° une épreuve orale d'aptitude à la fonction et à la capacité de management permettant d'évaluer le candidat notamment sur sa vision stratégique de la fonction et sur la maîtrise des compétences nécessaires à l'exercice de cette dernière en matière de gestion des ressources humaines, de management et d'organisation du contrôle interne.

§ 3. Le jury visé au § 1^{er}, 3°, est composé de :

- 1° deux experts désignés par le Collège;
- 2° un membre du corps enseignant (universitaire ou école supérieure);
- 3° un directeur général ou un directeur financier en charge ou honoraire selon qu'il s'agit du recrutement de l'une ou l'autre fonction.

§ 4. Sur base du rapport établi par le jury et après avoir éventuellement entendu les lauréats, le Collège propose au Conseil un candidat stagiaire. Il motive son choix.

Art. 4. § 1^{er}. Le règlement prévoit les diplômes et certificats requis pour le recrutement aux fonctions de directeur qui sont au minimum titulaires :

- 1° d'un diplôme donnant accès à un emploi de niveau A et
- 2° d'un certificat de management public ou tout autre titre équivalent délivré par un organisme agréé par le Gouvernement sur avis du Conseil régional de la formation.

Le certificat visé à l'alinéa précédent peut être obtenu durant la première année de stage. Cette période peut être prorogée jusqu'à l'obtention du certificat pour une durée d'un an maximum.

§ 2. Lorsque le certificat prévu au § 1^{er} n'est pas acquis à l'issue de la période visée au § 1^{er}, le Conseil provincial peut notifier au directeur son licenciement.

§ 3. La condition visée au § 1^{er}, 2°, n'est pas requise tant que le certificat de management public n'est pas organisé.

Art. 5. Sont dispensés de l'épreuve visée à l'article 3, § 2, 1^o, et de la condition prévue à l'article 4, § 1^{er}, 2^o, les directeurs généraux et financiers d'une autre province nommés à titre définitif lorsqu'ils se portent candidat à une fonction équivalente.

Le candidat ne peut être dispensé de l'épreuve prévue à l'article 3, § 2, 2^o.

Art. 6. Aucun droit de priorité ne peut être donné au candidat à la mobilité exerçant cette fonction dans une autre province et ce, sous peine de nullité.

CHAPITRE II. — *De la promotion*

Art. 7. Le Conseil provincial désigne le ou les grade(s) de niveau A dont les agents sont titulaires pour pouvoir postuler à l'emploi de directeur général et directeur financier.

CHAPITRE III. — *Du stage*

Art. 8. § 1^{er}. A son entrée en fonction, le directeur général ou financier est soumis à une période de stage.

§ 2. La durée du stage est d'un an lorsque, à son entrée en fonction, le directeur concerné est en possession d'un certificat de management public visé à l'article 4, § 1^{er}, 2^o.

La durée du stage est de deux ans maximum lorsque, à son entrée en fonction, le directeur concerné ne possède pas le certificat de management public. Durant cette période le stagiaire devra suivre la formation adéquate avec fruit.

§ 3. Lorsqu'il ressort que le certificat n'est pas acquis à l'issue de la période visée au § 2, le Conseil provincial peut notifier au stagiaire son licenciement.

Art. 9. Pendant la durée du stage, le directeur général ou le directeur financier est accompagné dans les aspects pratiques de sa fonction par une commission de stage composée de deux membres désignés par les directeurs généraux ou directeurs financiers en fonction selon l'emploi concerné, sur base d'une liste de directeurs généraux et de directeurs financiers provinciaux disposant d'un minimum de dix années d'ancienneté dans la fonction. En cas de carence le choix s'opère sur base de la liste visée à l'article 10, alinéa 2 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 11 juillet 2013 fixant les conditions de nomination aux emplois de directeur général, de directeur général adjoint et de directeur financier communaux.

Art. 10. § 1^{er}. A l'issue de la période de stage, la commission procède à l'évaluation du directeur et établit un rapport motivé dans lequel elle conclut à l'aptitude ou non, de ce dernier, à exercer la fonction. Un membre du Collège provincial est associé à l'élaboration du rapport.

En cas de rapport négatif, le Conseil provincial peut procéder au licenciement du directeur concerné.

§ 2. Par dérogation au § 1^{er}, alinéa 3, l'agent promu réintègre le poste antérieur à la promotion et ce dans l'hypothèse où le stage se conclut par une décision de licenciement.

Art. 11. Le greffier provincial et le receveur provincial en fonction à la date de l'entrée en vigueur du présent arrêté, sont dispensés de la condition prévue à l'article 4, § 1^{er}, 2^o.

Art. 12. Le présent arrêté entre en vigueur le premier jour du mois qui suit la date de sa publication au *Moniteur belge*.

Namur, le 11 juillet 2013.

Le Ministre-Président,
R. DEMOTTE

Le Ministre des Pouvoirs locaux et de la Ville,
P. FURLAN

ÜBERSETZUNG

ÖFFENTLICHER DIENST DER WALLONIE

[2013/204576]

11. JULI 2013 — **Erlass der Wallonischen Regierung zur Festlegung der Ernennungsbedingungen für die Stellen eines Generaldirektors und eines Finanzdirektors der Provinz**

Die Wallonische Regierung,

Aufgrund des Kodex der lokalen Demokratie und der Dezentralisierung, Artikel L 2212-56, § 1, Absatz 1, und § 3, Absatz 1, und L 2212-63, § 1, Absatz 1, und § 2, Absatz 1;

Aufgrund des Protokolls Nr. 04/2012 des Ausschusses C, Unterabschnitt Wallonische Region;

Aufgrund des am 17. April 2012 abgegebenen Gutachtens des "Conseil supérieur des Villes, Communes et Provinces de la Région wallonne" (Hoher Rat der Städte, Gemeinden und Provinzen der wallonischen Region);

Aufgrund des am 15. Mai 2013 in Anwendung des Artikels 84, 1, Absatz 1, 1^o, der am 12. Januar 1973 koordinierten Gesetze über den Staatsrat abgegebenen Gutachtens des Staatsrats Nr. 53.252/4;

Auf Vorschlag des Ministers für lokale Behörden und Städte;

Nach Beratung,

Beschließt:

KAPITEL I — *Die Anwerbung*

Artikel 1 - Der Provinzialrat legt in den Grenzen der durch den vorliegenden Erlass angeführten Bestimmungen in einer Regelung die Bedingungen und die Modalitäten für die Ernennung und die Beförderung des Generaldirektors und des Finanzdirektors fest.

Art. 2 - Niemand darf zum Generaldirektor oder zum Finanzdirektor ernannt werden, wenn er nicht die folgenden allgemeinen Zulassungsbedingungen erfüllt:

1^o Staatsangehöriger eines Mitgliedstaates der Europäischen Union sein;

- 2° im Besitz der zivilen und politischen Rechte sein;
- 3° einer den Anforderungen des Amtes entsprechenden Führung sein;
- 4° Inhaber eines Diploms sein, das den Zugang zu einer Stelle in der Stufe A eröffnet;
- 5° eine Prüfung erfolgreich abgelegt haben;
- 6° die Probezeit mit Erfolg absolviert haben.

Art. 3 - § 1. Die Regelung sieht die Modalitäten der Anwerbung für das Amt eines Generaldirektors und eines Finanzdirektors vor. Sie legt wenigstens das Folgende fest:

- 1° die Bedingungen für die Teilnahme an der Prüfung;
- 2° die Modalitäten für die Durchführung der Prüfung;
- 3° die Zusammensetzung der Jury;
- 4° die Reihenfolge, den Inhalt sowie die Art der Punktvergabe der Prüfungen.

§ 2. Die in § 1, 2° erwähnte Prüfung umfasst wenigstens die folgenden Prüfungsteile, die je nach Art der zu besetzenden Stelle angepasst werden:

1° eine berufliche Eignungsprüfung, die die Beurteilung der von den Bewerbern verlangten Mindestkenntnisse in den folgenden Bereichen ermöglicht:

- a) Verfassungsrecht;
- b) Verwaltungsrecht;
- c) Öffentliches Auftragsrecht;
- d) Zivilrecht;
- e) Lokales Finanz- und Steuerwesen;
- f) Gesetzgebung über die Provinzen.

2° eine mündliche Prüfung über die beruflichen Eignungen und die Führungsqualitäten, die eine Bewertung des Bewerbers insbesondere zu seiner strategischen Vision des Amtes ermöglicht sowie zu seiner Fähigkeit, diese auf dem Gebiet der Humanressourcen, des Managements und der Organisation der internen Kontrolle auszuüben.

§ 3. Die in § 1, 3° erwähnte Jury setzt sich wie folgt zusammen:

- 1° zwei von dem Kollegium bezeichnete Experten;
- 2° eine Lehrkraft (Universität oder Hochschule);
- 3° ein Generaldirektor oder ein Finanzdirektor (Direktor im Amt oder Honorardirektor), je nachdem, ob es sich um eine Anwerbung für das eine oder das andere Amt handelt.

§ 4. Auf der Grundlage des Berichts der Jury und nachdem die erfolgreichen Prüfungsteilnehmer gegebenenfalls angehört wurden, schlägt das Kollegium dem Rat einen Bewerber für eine Probezeit vor. Das Kollegium begründet seine Wahl.

Art. 4 - § 1. In der Regelung werden die Diplome und Abschlusszeugnisse angeführt, die für eine Anwerbung im Amt eines Direktors verlangt werden, wobei diese mindestens Inhaber sind:

- 1° eines Diploms, das den Zugang zu einer Stelle in der Stufe A eröffnet und;
- 2° eines Zeugnisses für Public Management oder jeglichen gleichwertigen Abschlusses, der durch eine von der Wallonischen Regierung auf Gutachten des Regionalrats für die Ausbildung zugelassene Einrichtung ausgestellt worden ist.

Das in dem vorangeführten Absatz erwähnte Zeugnis kann im Laufe des ersten Jahres der Probezeit erlangt werden. Dieser Zeitraum kann um höchstens ein Jahr verlängert werden bis das Zeugnis erlangt wird.

§ 2. Wird das in § 1 erwähnte Zeugnis nicht nach Ablauf des in § 1 erwähnten Zeitraums erlangt, so kann der Provinzialrat den Direktor von seiner Entlassung in Kenntnis setzen.

§ 3. Die in § 1, 2° erwähnte Bedingung wird nicht erfordert, solange das Zeugnis für Public Management nicht organisiert worden ist.

Art. 5 - Die Generaldirektoren und Finanzdirektoren einer anderen Provinz, die zum Zeitpunkt ihrer Bewerbung um ein vergleichbares Amt endgültig ernannt sind, werden von der in Artikel 3, § 2, 1°, erwähnten Prüfung und von der in Artikel 4, § 1, 2° erwähnten Bedingung befreit.

Der Bewerber kann nicht von der in Artikel 3, § 2, 2° angeführten Prüfung befreit werden.

Art. 6 - Dem Bewerber im Rahmen der Mobilität, der dieses Amt in einer anderen Provinz ausübt, darf unter Gefahr der Nichtigkeit keinerlei Prioritätsrecht eingeräumt werden.

KAPITEL II — Die Beförderung

Art. 7 - Der Provinzialrat bezeichnet den oder die Grad(e) der Stufe A, in denen die Bediensteten sich um eine Stelle als Generaldirektor und Finanzdirektor bewerben können.

KAPITEL III — Die Probezeit

Art. 8 - § 1. Bei Amtsantritt haben der Generaldirektor oder der Finanzdirektor eine Probezeit abzulegen.

§ 2. Die Dauer der Probezeit beträgt ein Jahr, falls der betreffende Direktor bei seinem Amtsantritt das in Artikel 4, § 1, 2° angeführte Zeugnis für Public Management besitzt.

Die Dauer der Probezeit beträgt höchstens zwei Jahre, falls der betreffende Direktor bei seinem Amtsantritt das Zeugnis für Public Management nicht besitzt. Während dieses Zeitraums muss der Direktor auf Probe die Ausbildung erfolgreich ablegen.

§ 3. Wird das in Zeugnis nach Ablauf des in § 2 erwähnten Zeitraums nicht erlangt, so kann der Provinzialrat den Direktor auf Probe von seiner Entlassung in Kenntnis setzen.

Art. 9 - Während der Dauer der Probezeit wird der Generaldirektor oder der Finanzdirektor in allen praktischen Aspekten ihres Amtes von einem Probezeitausschuss betreut, der aus zwei Mitgliedern gebildet wird, die von den Generaldirektoren oder der Finanzdirektoren bezeichnet werden (je nachdem, um welches Amt es sich handelt) auf der Grundlage einer Liste von Generaldirektoren oder Finanzdirektoren der Provinz, die ein Dienstalter von wenigstens zehn Jahren in diesem Amt aufweisen. Fehlt diese, erfolgt die Bezeichnung auf der Grundlage der in Artikel 10, Absatz 2 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 11. Juli 2013 zur Festlegung der Ernennungsbedingungen für die Stellen eines Generaldirektors, eines stellvertretenden Generaldirektors und eines Finanzdirektors der Gemeinde.

Art. 10 - § 1. Nach Ablauf der Probezeit nimmt der Ausschuss die Bewertung des Direktors vor und erstellt er einen begründeten Bericht, in dem er zu der Schlussfolgerung gelangt, ob der betreffende Direktor geeignet ist, das Amt auszuüben oder nicht. Ein Mitglied des Provinzialkollegiums wird an der Ausarbeitung dieses Berichts beteiligt.

Im Falle eines ungünstigen Berichts kann der Provinzialrat den betreffenden Direktor entlassen.

§ 2. In der Annahme, dass die Probezeit für den beförderten Bediensteten mit einem Entlassungsbeschluss endet, wird dieser in Abweichung von § 1, Absatz 3 wieder in die Stelle, die er vor der Beförderung besaß, eingesetzt.

Art. 11 - Der Provinzgreffier und der Provinzeinnehmer, der am Datum des Inkrafttretens des vorliegenden Erlasses im Amt ist, wird von der in Artikel 4, § 1, 2° angeführten Bedingung befreit.

Art. 12 - Der vorliegende Erlass tritt am ersten Tag des Monats, der auf seine Veröffentlichung im *Belgischen Staatsblatt* folgt, in Kraft.

Namur, den 11. Juli 2013

Der Minister-Präsident

R. DEMOTTE

Der Minister für lokale Behörden und Städte

P. FURLAN

VERTALING

WAALSE OVERHEIDSDIENST

[2013/204576]

11 JULI 2013. — Besluit van de Waalse Regering tot vaststelling van de benoemingsvoorwaarden tot de betrekkingen van provinciaal directeur-generaal en financieel directeur

De Waalse Regering,

Gelet op het Wetboek van de plaatselijke democratie en de decentralisatie, de artikelen L 2212-56, § 1, eerste lid, en § 3, eerste lid, en L 2212-63, § 1, eerste lid, en § 2, eerste lid;

Gelet op protocol nr. 04/2012 van Comité C, onderafdeling Waals Gewest;

Gelet op het advies van de "Conseil supérieur des Villes, Communes et Provinces de la Région wallonne" (Hoge Raad van Steden, Gemeenten en Provincies van het Waalse Gewest) van 17 april 2012;

Gelet op advies nr. 53.252/4 van de Raad van State, gegeven op 15 mei 2013, overeenkomstig artikel 84, § 1, eerste lid, 1°, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Op de voordracht van de Minister van de Plaatselijke Besturen en de Stad,

Na beraadslaging,

Besluit :

HOOFDSTUK I. — *Werving*

Artikel 1. De Gemeenteraad legt in een reglement de voorwaarden en de regels vast voor de benoeming en de bevordering van de directeur-generaal en de financieel directeur binnen de perken van de bepalingen bedoeld in dit besluit.

Art. 2. Niemand kan tot directeur-generaal of financieel directeur worden benoemd zonder de volgende toelaatbaarheidsvereisten zoals volgt te vervullen :

1° onderdaan zijn van één lidstaat van de Europese Unie;

2° burgerlijke en politieke rechten genieten;

3° van een gedrag zijn in overeenstemming met de functie;

4° drager zijn van een diploma dat toegang verschaft tot de betrekkingen van niveau A;

5° laureaat zijn van een examen;

6° aan de stage voldoen.

Art. 3. § 1. Het reglement legt de regels vast voor de aanwerving in de functies van directeur-generaal en financieel directeur. Het bepaalt op zijn minst :

1° de deelnemingsvoorwaarden aan het examen;

2° de modaliteiten voor de organisatie van het examen;

3° de samenstelling van de jury;

4° de volgorde en de inhoud alsook de wijze van quotering van de proeven.

§ 2. Het examen bedoeld in § 1, 2°, bevat op zijn minst de volgende proeven die worden aangepast in functie van de vacant verklaarde betrekking :

1° een beroepsbekwaamheidsproef waarmee geoordeeld wordt of de kandidaat over de vereiste minimale kennis beschikt in de volgende vakken :

a) grondwettelijk recht;

b) administratief recht;

c) recht inzake overheidsopdrachten

d) burgerlijk recht;

e) plaatselijke fiscaliteit en financiën;

f) provinciale wetgeving;

2° een mondelinge geschiktheidproef voor de functie en voor de managementsbekwaamheid waarbij de kandidaat wordt beoordeeld over o.a. zijn strategische visie van de functie en over de beheersing van de vaardigheden die nodig zijn voor de uitoefening van deze functie inzake beheer van de menselijke hulpkrachten, management en organisatie van de interne controle.

§ 3. de jury bedoeld in 1, 3°, is samengesteld uit :

1° twee deskundigen aangewezen door het College;

2° een lid uit het lerarenkorps (universitair of hogeschool);

3° een belaste of honoraire directeur-generaal of financieel directeur naargelang het gaat om een aanwerving in de ene of de andere functie.

§ 4. Op basis van het verslag opgesteld door de jury en na eventueel de laureaten te hebben gehoord stelt het College een kandidaat-stagiair aan de Raad voor. Zijn keuze wordt gemotiveerd.

Art. 4. § 1. Het reglement bepaalt de diploma's en de getuigschriften vereist voor de aanwerving in de functies van directeurs die op zijn minst houder zijn van :

1° een diploma dat toegang verschaft tot de betrekkingen van niveau A en;

2° een getuigschrift management overheidsbesturen of elke andere gelijkwaardige titel uitgereikt door een instelling erkend door de Regering na advies van de "Conseil régional de la formation" (Gewestelijke vormingsraad).

Het getuigschrift bedoeld in het vorig lid kan tijdens het eerste jaar van de stage worden behaald. Deze periode kan tot het behalen van het getuigschrift worden verlengd voor een maximumduur van één jaar.

§ 2. Als het getuigschrift bedoeld in § 1 aan het einde van de periode bedoeld in § 1 niet behaald is, kan de Provincieraad aan de directeur zijn ontslag betekenen.

§ 3. De voorwaarde bedoeld in § 1, 2°, is niet vereist zolang het getuigschrift management overheidsbesturen niet is ingericht.

Art. 5. De vast benoemde directeurs-generaal en financieel directeurs van een andere provincie zijn vrijgesteld van de proef bedoeld in artikel 3, § 2, 1 en van de voorwaarde bedoeld in artikel 4, § 1, 2°, wanneer zij zich kandidaat stellen voor een gelijkwaardige functie.

De kandidaat kan niet worden vrijgesteld van de proef bedoeld in artikel 3, § 2, 2°.

Art. 6. Er kan geen enkel voorrangrecht worden verleend aan de kandidaat voor de mobiliteit die deze functie in een andere provincie uitoefent en dit, op straffe van nietigheid.

HOOFDSTUK II. — *Bevordering*

Art. 7. De Provincieraad wijst de graad of de graden van niveau A aan waarvan de ambtenaren houder zijn om te kunnen solliciteren naar de betrekking van directeur-generaal of financieel directeur.

HOOFDSTUK III. — *Stage*

Art. 8. § 1. Bij hun indiensttreding worden de directeur-generaal of de financieel directeur aan een stageperiode onderworpen.

§ 2. De stage duurt één jaar wanneer de betrokken directeur, bij zijn indiensttreding, in het bezit is van een getuigschrift management overheidsbesturen bedoeld in artikel 4, § 1, 2°.

De stage duurt maximum twee jaar wanneer de betrokken directeur, bij zijn indiensttreding, niet in het bezit is van het getuigschrift management overheidsbesturen. Tijdens die periode zal de stagiair de gepaste opleiding met succes moeten volgen.

§ 3. Als blijkt dat het getuigschrift aan het einde van de periode bedoeld in § 2 niet behaald is, kan de Provincieraad aan de stagiair zijn ontslag betekenen.

Art. 9. Tijdens de stage wordt de directeur-generaal of de financieel directeur voor de technische aspecten van zijn functie begeleid door een stagecommissie die samengesteld is uit twee leden aangewezen door de directeurs-generaal of financieel directeurs in functie volgens de betrokken betrekking, op basis van een lijst van provinciale directeurs-generaal en financieel directeurs die over een anciënniteit van minstens tien jaar in de functie beschikken. Bij gebrek wordt er een keuze gemaakt op basis van de lijst bedoeld in artikel 10, tweede lid, van het besluit van de Waalse Regering van 11 juli 2013 tot vaststelling van de benoemingsvoorwaarden tot de betrekkingen van directeur-generaal, adjunct-directeur-generaal en financieel directeur in een gemeente.

Art. 10. § 1. Na afloop van de stageperiode gaat de commissie over tot de evaluatie van de directeur en stelt een gemotiveerd verslag op waarin zij besluit tot de (on)geschiktheid van de directeur om de functie uit te oefenen. Een lid van het Provinciecollege wordt betrokken bij de uitwerking van het verslag.

Als het verslag negatief is, kan de Provincieraad de betrokken directeur ontslaan.

§ 2. In afwijking van § 1, derde lid, zal de bevorderde ambtenaar het ambt die hij vóór de bevordering bekleedde, opnieuw bekleden in de veronderstelling dat de stage wordt afgesloten door een besluit tot ontslag.

Art. 11. De provinciegriffier en de provincieontvanger die op de datum van inwerkingtreding van dit besluit in functie zijn, worden vrijgesteld van de voorwaarde bedoeld in artikel 4, § 1, 2°.

Art. 12. Dit besluit treedt in werking op de eerste dag van de maand die volgt op de datum waarop het in het *Belgisch Staatsblad* wordt bekendgemaakt.

Namen, 11 juli 2013.

De Minister-President,

R. DEMOTTE

De Minister van de Plaatselijke Besturen en de Stad,

P. FURLAN

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[2013/204577]

11 JUILLET 2013. — Arrêté du Gouvernement wallon modifiant l'arrêté du Gouvernement wallon du 5 juillet 2007 portant le règlement général de la comptabilité communale, en exécution de l'article L1315-1 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation

Le Gouvernement wallon,

Vu l'article L1315-1 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 5 juillet 2007 portant le règlement général de la comptabilité communale, en exécution de l'article L1315-1 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation;

Vu l'avis du Conseil supérieur des Villes, Communes et Provinces de la Région wallonne du 17 avril 2012.

Vu l'avis n° 53.256/4 du Conseil d'Etat, donné le 15 mai 2013, en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 1^o, des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973;

Sur la proposition du Ministre des Pouvoirs locaux et de la Ville;

Après délibération,

Arrête :

Article 1^{er}. Dans l'article 1^{er} de l'arrêté du Gouvernement wallon du 5 juillet 2007 portant le règlement général de la comptabilité communale, en exécution de l'article L1315-1 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation, le point « 9^o "receveur communal" : le receveur local ou le receveur régional » est remplacé par le texte suivant :

« 9 directeur financier : l'agent qui exerce cette fonction en portant le grade de directeur financier ou celui de receveur régional »

Art. 2. Aux articles 1^{er}, 8^o, 4, 6, 12, 13, 19, 30, 31, 32, 33, 34, 35, 41, 42, 47, 48, 49, 50, 51, 63, 68, 69, 74, 75, 76, 77, 79, 81, 82, 87 et 88 du même arrêté, ainsi qu'aux intitulés du Titre V et du Chapitre 1^{er} du Titre V, les mots « receveur communal » sont remplacés par les mots « directeur financier ».

Art. 3. Aux articles 31, 34, 59, 82 et 85 du même arrêté, le mot « receveur » est remplacé par les mots « directeur financier ».

Art. 4. A l'article 81 du même arrêté, les mots « les deux receveurs » sont remplacés par les mots « les deux directeurs financiers ».

Art. 5. Aux articles 12 et 61 du même arrêté, le mot « secrétaire » est remplacé par les mots « directeur général ».

Art. 6. L'article 60 du même arrêté est remplacé par le texte suivant :

« § 1^{er}. Les factures et autres pièces de dépenses sont transmises, avec leurs documents justificatifs, au directeur financier ou à l'agent désigné par lui, afin qu'il procède à l'imputation aux articles budgétaires ou aux comptes généraux.

L'imputation aux articles budgétaires consiste à enregistrer la charge et les mouvements du bilan liés à la dépense et à contre-passer l'enregistrement visé à l'article 59.

L'imputation aux articles budgétaires consiste à y porter la somme réellement due suite à l'engagement et, s'il échet, à corriger l'engagement.